



BORDEAUX, 17 fév 2014 (AFP) - Le constructeur automobile Ford s'est dit "confiant" lundi quant au maintien d'un millier d'emplois sur son site de Blanquefort (Gironde) les syndicats se montrant quant à eux toujours inquiets pour l'avenir du site.

"Il n'y a pas de nouveau projet (prévu) mais on est très confiants" sur le maintien, pendant cinq ans, de ces 1.000 emplois -- prévu par un accord signé en mai 2013 --, grâce aux projets "en cours" ou lancés "dans les mois qui viennent", a déclaré Wolfgang Schneider, vice-président de Ford Europe, au terme d'un comité de suivi réunissant à la préfecture services de l'Etat, collectivités, direction de Ford et syndicats.

La fabrication d'un double embrayage sera initiée en juillet 2014 et la production de la boîte de vitesse 6F35 va monter en cadence, a déclaré un conseiller de la direction, évoquant une "montée en puissance traditionnelle" dans "une activité industrielle".

"Il n'y a pas d'inquiétudes particulières", a dit de son côté le préfet de Gironde, Michel Delpuech. "Nous avons acté positivement la réalité des investissements (environ 120 millions au total injectés par Ford, ndr), le lancement de nouveaux produits et de nouvelles chaînes et la progression (...) du chiffre d'affaires" du site, a-t-il ajouté. Selon Ford, Blanquefort devrait dégager 144 millions d'euros de CA en 2014.

"En finir avec le temps partiel en 2015 est l'objectif de Ford", dit M. Delpuech. Le constructeur prévoit 250.000 heures de chômage partiel en 2014, soit l'équivalent de 180 emplois. Sur ce point, un conseiller de la direction s'est montré plus nuancé, soulignant que seule la montée en cadence des produits assemblés permettra de limiter le recours au chômage partiel.

De son côté, la CGT, emmenée par l'ancien candidat du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) à la présidentielle, Philippe Poutou, n'a pas caché ses réserves : "Il n'y a aucun élément concret, rien ne nous montre qu'on aura les 1.000 emplois", a-t-il dit, regrettant que Ford "ne cherche pas de nouvelles activités" alors que "c'est fondamental (...) pour assurer" ces emplois.

Pendant la réunion, environ quarante militants de la CGT Ford se sont rassemblés devant la préfecture. Une pétition de l'intersyndicale CFDT-CFTC-CGT-FO-UNSA réclamant que le constructeur "tienne ses engagements" a été remise à la direction. "On va la regarder de près" et y "répondre", a dit Wolfgang Schneider.

Le prochain comité de suivi aura lieu en octobre.